

INONDATIONS DÉVASTATRICES À EL BAYADH

10 morts et 150 familles sinistrées

Confrontée à un invraisemblable déluge samedi dernier, la région d'El Bayadh vit un véritable sinistre. Le bilan s'alourdit : 10 morts, une personne portée disparue et 150 familles sinistrées. Les services de la Protection civile s'activaient pour venir en aide aux populations touchées par les intempéries.

Hier, les services de la Protection civile confirmaient le bilan. Même si plusieurs villes, notamment celles du Sud, ont subi le déchaînement de la nature, El Bayadh demeure la région la plus affectée. Les pluies diluviennes ont fait déborder l'oued El Bayadh engendrant des dégâts matériels et des pertes humaines importants. Dix morts sont à déplorer, un agent de la Protection civile est porté disparu et 150 familles se retrouvent sans toit. Les dégâts matériels s'élèvent à 6 milliards de dinars, sans compter le nombre d'habitations endommagées. C'est ce qu'a révélé le wali d'El Bayadh, Selim Semmoudi, lors de son passage sur les ondes de la Radio algérienne. Ce dernier a souligné que ces habitations feront l'objet

d'un constat. Cinq ponts se sont également effondrés et de nombreuses canalisations du réseau d'alimentation en eau potable ont été endommagés. Les ponts ont été submergés par les eaux de l'oued El Bayadh dont le niveau a atteint les 13 mètres par endroits.

Ces inondations ont littéralement paralysée la région. Des routes coupées à la circulation, des maisons détruites et des écoles momentanément fermées. Un coup dur sur le plan économique aussi.

Pour soutenir les habitants d'El Baydah, les citoyens se sont mobilisés. Des aides humanitaires affluaient hier des wilayas limitrophes : des vivres, des couvertures, des vêtements et des produits pharmaceutiques. Les



Les fortes pluies ont fait déborder l'oued El Bayadh.

Photo : DR

agents de la Protection civile de ces wilayas ont été appelés en renfort. Les familles sinistrées ont été recasées dans un camp de toile, érigé dans une usine désaffectée. Trois ministres devaient se rendre hier à El Bayadh.

Par ailleurs, les fortes précipitations enregistrées samedi dernier dans la région de Bordj Bou-Arréridj ont créé une situation de panique parmi la population, notamment les familles habitant les maisons longeant des oueds.

Dans la commune d'El Och, située à plus de 10 km du centre-ville, deux familles ont passé la nuit à la belle étoile suite aux fortes intempéries.

Près de oued El Och, les eaux se sont infiltrées dans les habitations. Plusieurs routes ont été coupées à la circulation, notamment la RN 45 à Boumergued, non sans paralyser le trafic routier. La circulation sur la RN 42 reliant la daïra de Bordj Ghdir et le centre ville de Bou-Arréridj a également été perturbée suite au débordement des eaux de l'oued de la commune de l'Aânasser.

Selon la Protection civile, aucun dégât important n'a été enregistré dans les autres wilayas hormis des infiltrations d'eau dans les habitations, notamment à Sétif et Tissemsilt. Les autres wilayas touchées par ces pluies diluviennes sont Tiaret, Batna, M'sila, Djelfa, Ghardaïa et Laghouat, où des habitations menacent de s'effondrer.

Wassila Z.

UNIVERSITÉ

Entre impératifs
de la réforme
et inconvénients du terrain

Comment concilier l'offre de formation universitaire et les besoins du marché de l'emploi. C'est de cette question que débattront les participants au colloque de trois jours qu'organise, depuis hier, l'Université de Tizi Ouzou.

Stratégie de développement des offres de formation et environnement socio-économique est le thème de cette rencontre, voulue comme un cadre de réflexion et de débat sur les instruments de mise en œuvre de la nouvelle réforme du système de formation universitaire induite depuis la mise en place du système LMD. Il est attendu, dans cette optique, de l'Université de Tizi Ouzou, à l'instar des autres universités du pays, d'initier un programme, une nomenclature de formations qui doivent prendre en considération les perspectives d'emploi, les profils de formation et les besoins en ressources humaines de l'environnement socio-économique. Lors de cette rencontre, qui a vu la participation du wali, d'élus à l'APW dont le président et le premier vice-président et de rares acteurs du secteur socio-économique, à l'instar du président de la CCID, la Chambre de commerce et d'industrie du Djurdjura, les participants au débat engagé juste après la communication du vice-recteur chargé des formations graduées à l'Université de Tizi Ouzou, qui a brossé un tableau des instruments techniques et des problèmes inhérents à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de formation, ont mis en évidence le hiatus existant entre le discours et la réalité. Un discours qui porte, d'une part sur les ambitions d'une réforme imposée par la nouvelle donne économique et les impératifs de la mondialisation et, d'autre part, la réalité du terrain miné par de nombreuses insuffisances. De nombreux acteurs, entre autres des universitaires, ont, en effet, mis le doigt sur les incohérences d'une stratégie qui se heurte, dès le début de sa mise en œuvre, sur de nombreux inconvénients. Des intervenants n'ont pas manqué de faire ce constat : les contraintes d'ordre pédagogique et matérielle liées à l'état et la qualité de la formation universitaire ne plaident pas encore pour une meilleure employabilité de l'étudiant diplômé dès son admission en entreprise.

Tout en mettant l'accent sur l'accroissement et la diversification de l'offre de formation, le recteur de l'Université de Tizi Ouzou reconnaît que «la croissance des effectifs rend problématique la prise en charge adéquate des formations et l'adéquation des effectifs formés à une demande de l'environnement depuis longtemps en faible croissance». Cette réalité décrite et résumée, avec quelque euphémisme, par M. Hanachi, pose, selon toujours le même orateur, «la nécessité d'engager une réflexion approfondie autour de l'offre de formation (...) La formulation d'une stratégie d'offre de formation nous impose à tous de réfléchir aux rapports entre l'université et les acteurs de l'environnement socio-économique».

S. A. M.

VISITE DU MINISTRE DE LA PÊCHE

DANS LA WILAYA D'EL TARF

Camouflet cinglant pour la politique de son
prédécesseur et annulation de 26 plages d'échouage

Lors de sa visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya d'El Tarf, le ministre de la Pêche n'a pas caché son insatisfaction et sa totale désapprobation devant les retards accumulés des différents projets et la politique menée par son prédécesseur.

Ainsi, en visitant le projet du complexe de la société Aquacole Production Dechmi Saâdi, le ministre a conseillé au promoteur du projet, qui date de 2001 d'adopter une autre stratégie consistant à demander des financements au Conseil national d'investissement (CNI), et le cas échéant, investir dans l'élevage de poisson offshore (cages flottantes). «Ce pro-

jet date de 2001 et vous avez toutes les autorisations pour le mener à bout. Vous attendez la deuxième tranche des subventions de l'Etat. Je vous dis que ce n'est plus pareil et possible. Une subvention ne permet pas de réaliser un tel projet.

Auparavant, l'Etat finançait à hauteur de 80% ce genre de projet et quasiment, tous ces projets n'ont pas abouti. Il n'y avait pas

de vision future et claire». En inspectant le site d'échouage au niveau de la plage d'El Batah, le ministre, en colère, indiquera que son département vient d'annuler la réalisation de 26 sites d'échouage et que malheureusement, il y a cinq autres en cours de réalisation.

Le site en question a coûté la somme colossale de 10 milliards de centimes pour une salle de treuil et un grand parking en béton armé. Il y a manifestement anguille sous roche, a-t-on indiqué en sourdine.

Au niveau du lac El Mellah, le ministre après avoir pris connaissance et

entendu les explications détaillées de l'exploitant sur les contraintes rencontrées au niveau de ce site, a promis à l'entreprise Djeflal, le concessionnaire en question, de revoir le cahier des charges au bénéfice des deux parties, entreprise et Etat, et faire un zoning précis de la concession.

Le ministre a visité, par ailleurs, le nouveau port d'El Kala, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 88%, et l'ancien port de pêche. Il terminera sa visite par l'inspection du siège flambant neuf de la Direction de la pêche de wilaya.

Daoud Allam

BANQUE

Al Baraka lance de nouveaux produits

La Banque Al Baraka d'Algérie lancera le service du transfert d'argent rapide dès début 2012. Elle compte également introduire, incessamment, les cartes monétiques.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Hier, le directeur central du marketing et de la communication de la Banque Al Baraka d'Algérie, Saïd Karim, a annoncé que son institution lancera le service du transfert d'argent rapide.

«Nous avons signé un contrat avec Télégiros, une compagnie espagnole spécialisée dans le transfert d'argent rapide. L'opération sera lancée début 2012 et consiste à transférer de l'argent de l'étranger vers l'Algérie.»

Pour lui, cette opération permettra de drainer de la devise dans notre pays. «C'est un rapatriement légal de devises», dit-il.

Convaincu d'être les «moins chères» dans ce créneau, il soulignera que la seule contrainte que représente cette opération réside dans le différen-

tiel entre le taux du cours officiel et celui pratiqué dans le marché parallèle.

Il précisera, par ailleurs, que Télégiros, domiciliée en Espagne, est représentée en Europe et assure le transfert d'argent rapide dans 95 pays dans le monde.

La Banque Al Baraka d'Algérie envisage également d'introduire des cartes monétiques. «Nous sommes en phase de négociation avec deux géants de ce créneau, à savoir Visa Card et Master Card», a affirmé le directeur central du marketing et de la communication de la banque.

Et d'ajouter : «Aujourd'hui, il existe une réelle demande de cartes monétiques en Algérie. Toutefois, nos cartes seront uniquement des cartes de paiement et non pas des cartes de crédit.»

Par ailleurs, Al Baraka Bank a lancé un nouveau produit bancaire. Il s'agit de la banque d'assurance.

Le nouveau service comprend l'assurance catastrophe naturelle, adressée aux ménages ainsi qu'aux locaux commerciaux et industriels, et la multi-

risque à habitat destinée aux ménages et aux biens immobiliers des particuliers. «Le protocole d'accord a été signé avec le partenaire Salama Assurance dont Al Baraka est actionnaire.

Les deux produits sont conformes à la Charia (législation islamique)», dira Saïd Karim. L'opération pilote, lancée ce dimanche, concerne 5 agences dont 3 au centre (Birkadem, Rouiba et Blida) et 2 à l'est du pays (Sétif et Annaba). Selon le directeur central du marketing et de la communication de la Banque Al Baraka d'Algérie, elle sera généralisée dans toutes les agences d'Al Baraka Bank d'Algérie à partir de janvier prochain.

Via ce produit, la Banque Al Baraka d'Algérie vise à «diversifier sa gamme de services afin d'assurer une panoplie de produits aux clients et de développer des parts de marché».

Cette institution financière compte 220 000 clients et gère près de 300 000 comptes.

R. N.